

**L**e racisme en 4 par 3. À la sortie d'une bouche de métro, la une du « Journal du dimanche » du 8 juin avec son sous-entendu xénophobe – « Violences : que faire face aux “barbares” ? » – est placardée sur un kiosque. Un mois plus tôt, c'est le dessin de la couverture de « la Furia », un bourreau à la hache ensanglantée accompagné du titre « Justice. C'était mieux avant », qui prenait cette place. En avril, c'était celle de « Frontières », avec Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise qualifiée de « parti de l'étranger », reprenant les mots de l'antisémite Charles Maurras. Le « JDNews », « Omerta », « l'Incorrect » ou « Causeur » s'arrachent aussi ces encarts publicitaires. La presse d'extrême droite ne se cache plus. Elle part à l'assaut du débat public. « On en a de plus en plus de cet acabit, déplore Adel, marchand de journaux à la porte de la Chapelle, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Ils achètent l'emplacement auprès de la maison mère, MédiaKiosk, qui est obligée d'accepter tant que l'affiche n'est pas illégale. » Adel n'a la main que sur la mise en rayon des magazines, qu'il est obligé de proposer à ses clients tant qu'ils sont des « titres de presse d'information politique et générale » – un label que l'historique revue antisémite « Rivarol » a perdu en 2022.

#### DE PUISSANTS « RELAY »

Le « JDD » a rejoint la case « extrême droite » il y a tout juste deux ans, avec la prise de contrôle du titre par Vincent Bolloré, propulsant à la tête de la rédaction l'ancien de « Valeurs actuelles » (« VA ») Geoffroy Lejeune, pour imposer sa ligne identitaire. Idem avec leur nouvel hebdomadaire lancé en septembre 2024, le « JDNews », et son directeur de la rédaction Louis de Raguanel. Un autre ex de « VA », magazine qui, depuis, a polissé son propos outrancier. À leurs côtés, on trouve les nouveaux venus, « Frontières » (qui a succédé à « Livre noir », site Web créé en 2021 puis relancé en trimestriel papier en 2023), « Omerta » (2022), le magazine satirique « la Furia » (2022), et des plus anciens comme « l'Incorrect » (2017) ou « Causeur » (2007). Il faut fouiller pour les trouver dans l'étal d'Adel. Tout le contraire de celui de Pierre (1), vendeur dans une boutique Relay, propriété du groupe Lagardère et donc de Bolloré. « Les titres comme “Frontières”, “Omerta”, “le JDD” sont clairement mis en avant, explique le trentenaire, contredisant la version officielle de son employeur. D'abord parce qu'ils achètent plus que les autres certains espaces payants, près des caisses par exemple. Et dans les autres espaces, ça n'a rien d'un fait du hasard. Notre manager n'a pas de consignes mais, disons, des recommandations... »



AMAURY CORNU / HANS LUCAS





À LA UNE

# La presse d'extrême droite à l'assaut du débat public

Hier marginalisés, les journaux identitaires gagnent en visibilité dans les kiosques et sur les plateaux télé.

Deux ans après la reprise du « JDD » par Bolloré, l'« HM » a enquêté sur une presse qui a trouvé dans le nouvel écosystème médiatique un tremplin pour se hisser aux avant-postes de la bataille culturelle.

FLORENT LE DU  
[florent.ledu@humanite.fr](mailto:florent.ledu@humanite.fr)

» Il est quasiment devenu impossible de ne pas être exposé à cette presse et ses obsessions : immigration, islam, insécurité et haine de la gauche. « C'est peut-être la partie la plus efficace de la bataille culturelle : imposer dans l'espace public les images et les discours chers à leur idéologie », constate l'historien des mé-

## EN S'Y EXPRIMANT CHAQUE SEMAINE, LE GOUVERNEMENT DONNE QUITUS AU « JDD », QUI SE FAIT CAISSE DE RÉSONANCE DU POUVOIR TOUT EN DÉNONÇANT LE « SYSTÈME ».

dias Alexis Lévrier. Cette abondance de titres a automatiquement fait augmenter le lectorat. « Frontières » revendique ainsi « plus de 28 000 exemplaires par numéro » contre 15 000 du temps de « Livre noir ». « Le JDD » n'a pas retrouvé les chiffres de l'avant-Bolloré (entre 120 000 et 140 000 exemplaires) mais, en glissant un contenu d'extrême droite dans un support inchangé, il expose sa ligne à 107 000 lecteurs (décembre 2024). Quant à « Valeurs actuelles », la concurrence l'a fait reculer depuis quatre ans, passant de 114 000 exemplaires par numéro en 2021 à 72 848 au premier trimestre 2025. Jadis marginalisée, cette presse qui n'assume pas l'étiquette « extrême droite » – comme le RN – s'est normalisée.

### PEU DE FAITS, BEAUCOUP DE MISE EN SCÈNE

Elle s'est aussi diversifiée pour toucher des publics variés : « la Furia » joue la carte de l'humour, « l'Incorrect » possède des pages « lifestyle », « Valeurs actuelles » et « Frontières » multiplient les formats vidéo... « Les nouveaux s'inspirent beaucoup des réseaux sociaux et des codes télévisuels avec peu de faits mais beaucoup de mise en scène », constate le sociologue Samuel Bouron, auteur de « Politiser la haine » (la Dispute, 2025).

Être vu semble d'ailleurs plus important qu'être lu. Erik Tegnér (« Frontières »), Geoffroy Lejeune (« le JDD »), Tugdual Denis (« Valeurs actuelles »), Juliette Briens (« l'Incorrect »), Élisabeth Lévy (« Causeur ») – pour ne citer qu'eux – ont leur rond de serviette sur CNews mais parfois au-delà, comme sur BFMTV, Sud Radio ou RMC... « Ces titres servent de rampes de lancement à un bataillon de penseurs identitaires qui vont avoir la parole dans d'autres médias, explique Samuel Bouron. C'est un élément déterminant de la bataille de l'extrême droite qui consiste à imposer l'idée que tout problème dans la société est lié au triptyque immigration-islam-insécurité. »

Avec « le JDD », Relay, Europe 1 et CNews, Vincent Bolloré s'est construit un écosystème, avec des mé-

dias préexistants perçus comme sérieux qu'il ouvre aux autres, leur offrant une légitimation et une notoriété qu'ils n'auraient jamais pu atteindre. Une boucle tellement puissante qu'elle finit par contaminer au-delà de la sphère d'extrême droite. Exemple éloquent, pendant les législatives de 2024, Marc-Olivier Fogiel, patron de BFMTV, dépassé par CNews dans l'Audimat, a sommé ses programmeurs d'inviter davantage « d'éditorialistes droite et droite + ». « Ils réussissent à diffuser leurs infos, même tronquées ou fausses, s'inquiète Alexis Lévrier. Et surtout à imposer de fausses évidences auprès du grand public, par exemple en érigant comme faits de civilisation tout fait divers impliquant une victime blanche. »

### UNE NÉBULEUSE DE RICHES MÉCÈNES

Un journalisme charognard qui ne s'embarrasse pas de la déontologie et de la rigueur nécessaire. En février dernier, le reporter de « Frontières » Jordan Florentin, en recherche permanente de coups médiatiques, s'est empressé d'exhumer avec délectation les tweets « anti-RN » et « d'extrême gauche » de la sœur d'une jeune victime de 11 ans, Louise : « Sa petite sœur vient d'être tuée dans un bois par un homme de type nord-africain. » Une mise en danger de la famille d'une victime couplée d'une fausse information, puisque le profil du meurtrier était tout autre.

Ces affaires ne les ont pourtant pas discrédités, pas plus que les condamnations de « Valeurs actuelles » pour incitation à la haine ou de « Causeur » et de « l'Incorrect » pour diffamations. Dans « le JDD », semaine après semaine, les ministres en poste se succèdent pour faire leurs annonces sur l'air du « il faut parler à tous les Français ». La presse d'extrême droite devient mainstream tout en dénonçant en chœur le « système », sans jamais remettre en cause le système économique. Et pour cause : la plupart de ces magazines sont financés, au moins partiellement, par de riches mécènes aux positions libérales affirmées. Vincent Bolloré au « JDD » ; la famille Safa, milliardaire actionnaire de « Valeurs actuelles » ; l'héritier et ex-candidat Reconquête Laurent Meeschaert à « l'Incorrect » ; l'homme d'affaires Charles d'Anjou qui a imprimé sa patte pro-Russes et identitaire dans « Omerta » ; le financier Charles Gave qui en 2023 a renfloué « Causeur », dont le principal actionnaire est Gérard Penciolelli, ancien propriétaire de « Minute »...

En octobre 2012, Yves de Kerdrel est nommé directeur de la rédaction de « Valeurs actuelles », alors classé comme hebdomadaire de droite conservatrice. Il entreprend aussitôt une étude de marché afin de mesurer quel lectorat il est susceptible d'attirer en changeant sa ligne. Le profil type qui en ressort « est un Français bourgeois, rural (...), contre le politique-

ment correct et contre le parisianisme ». Il en conclut qu'une radicalisation attirerait de nouveaux lecteurs. Ce qui fonctionne : six mois après, le titre augmentait son audience de 50 %.

Reste qu'aujourd'hui, « Valeurs actuelles » ne fait pas gagner d'argent à ses actionnaires. D'autant que l'hebdomadaire, comme les autres titres d'extrême droite, est confronté à un boycott des grands annonceurs. C'est le constat réalisé par le collectif des Sleeping Giants, qui scrute les publicités diffusées par les médias d'extrême droite et alerte les marques qui s'y trouvent : « Dans "Valeurs actuelles", il n'y a aucune marque "connue". Pour "le JDD", quasiment tous les grands noms sont partis avec l'arrivée de Geoffroy Lejeune », détaille Rachel, porte-parole. Économiquement, il reste donc coûteux en termes d'image de s'afficher dans ces pages. Pour combien de temps ?

En attendant, des marques « identitaires » remplissent les encarts. Comme Terre de France, boutique en ligne proposant des chaussettes patriotiques, des bustes de Jeanne d'Arc ou des drapeaux royalistes, qui a aussi sponsorisé, le mois dernier, l'émission « l'Heure des Pros » (CNews) de Pascal Praud. Sur Internet, une agence, Helium, joue les intermédiaires. Elle fournit à des sites d'extrême droite pestiférés comme Breizh-Info ou le nouveau venu Occidentis des « annonceurs

principalement chrétiens », selon un mail de démarchage débusqué par les Sleeping Giants.

### DUPER POUR CONQUÉRIR

Dans « le JDD », outre la nouvelle chaîne T18 qui s'est offert une page dans le dernier numéro, un annonceur de poids est revenu en force : LVMH. Comme un symbole du rapprochement entre Vincent Bolloré et Bernard Arnault, le second ayant cédé ses parts du groupe Lagardère au premier. Accompagnés d'autres investisseurs, ils ont racheté fin 2024 l'École supérieure de journalisme de Paris. Nouvel étage de cette fusée visant à imposer l'extrême droite dans le champ médiatique et au-delà. « Ils sont persuadés que les écoles de journalisme sont "woke", de gauche, ce qui n'est pas le cas, analyse Alexis Lévrier. En réalité, au nom du pluralisme et de la liberté d'expression, ils veulent dans leurs rédactions des entités interchangeables auxquelles on peut imposer une idéologie. »

C'est avec le même argument fallacieux d'une prétendue « emprise de la gauche » sur la presse qu'il faudrait combattre que ces titres d'extrême droite justifient leur existence. Ils cherchent à faire croire qu'ils sont des chemins de la liberté. En les lisant, Desproges aurait toujours la nausée et les mains sales... ●

(1) Le nom a été changé

300 000

C'est le nombre d'exemplaires vendus par l'ensemble des titres de presse d'extrême droite aujourd'hui, contre environ 120 000 il y a dix ans.

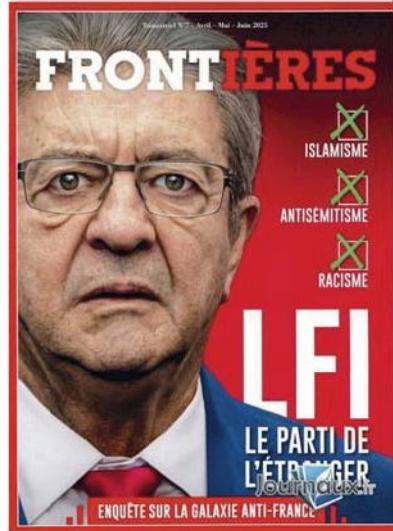


Le kiosquier tique un peu. La demande le prend à froid : « Bonjour, qu'est-ce que vous avez en presse d'extrême droite ? » Son cœur penchant (très) à gauche, il faudra doucher son enthousiasme lorsque, après avoir découvert notre qualité de journaliste et le projet de cet article, il tentera de nous glisser un numéro du « Point »... Au menu : « le JDNews », « Valeurs actuelles », « Causeur », « Omerta », « Frontières » et « la Furia ». Un aperçu (non exhaustif) de la production d'extrême droite en presse écrite. Preuve de sa volonté de mener la bataille culturelle sur tous les terrains.

C'est d'ailleurs la promesse de « la Furia », qui se présente comme une « revue d'actualité satirique » en défense de « l'esprit », « dernier bastion de nos libertés », cible de la « bien-pensance » de gauche (évidemment). Sauf que de l'esprit, justement, nous n'en trouverons pas beaucoup. Ce numéro 14, « Justice, c'était mieux avant », s'attelle à réhabiliter les « bienfaits » de la peine de mort, notamment au Moyen Âge. Laura Magné, ancienne des éditions Ring, est à l'origine du trimestriel lancé en 2022. À ses côtés, le « romancier » Laurent Obertone (lui se présente comme essayiste), le dessinateur Marsault et le blogueur Papacito, ouvertement racistes.

### RACISME DÉCOMPLEXÉ

Ce numéro a d'ailleurs fait l'objet d'un dépôt de plainte, le 28 avril, de SOS Racisme pour « injure raciale publique, diffamation raciale publique et provocation publique à la haine et à la violence ». Parmi les passages incriminés, des dessins qui mettent en scène deux personnages tirant vers une « cible » indéterminée avant que l'un s'énerve : « On course le seul nègre de la ré-



## REVUE DE PRESSE

# On a lu les journaux fachos durant une semaine...

Pour mieux envahir la scène médiatique, la presse d'extrême droite diversifie son offre. Différents formats mais une même xénophobie et une même volonté : en découdre avec le « gauchisme ».

Une pince sur le nez, la rédaction a parcouru ces titres nauséabonds.

gion pendant deux jours, on se fait chier à le pendre à un arbre au-dessus de la rivière pour que tout le monde puisse lui tirer dessus (...) et toi tu tires sur la branche et tu le fais tomber à la flotte?! »

Plus loin, les saillies anti-musulmans alternent avec celles anti-« wokes » ou homophobes. On découvre aussi la journaliste Élisabeth Lévy, en défense du « dragueur », « sauteur » et « partouzeur » contre « cette bigoterie antisexuelle » ambiante. Un exercice poursuivi dans son propre mensuel, « Causeur », cette fois pour prendre la défense de Bastien Vivès, dessinateur accusé d'étaler des fantasmes pédo-criminels dans ses BD.

S'ensuivent les craintes d'une « cinquième colonne d'Alger » et de l'emprise des Frères musulmans qui viendraient « jusque dans nos campagnes », s'alarme Céline Pina, à la tête de l'association Viv(r)e la République, soutenue financièrement par Pierre-Édouard Stérin, ce milliardaire réactionnaire bien connu de nos lecteurs. Le dossier principal s'interroge sur le « droit de défendre Israël ». C'est en fait un réquisitoire contre la rabbin Delphine Horvilleur, coupable d'avoir jugé « suprémaciste » et « raciste » la politique israélienne. Pour les enquêtes, il faudra repasser. Pour en trouver un ersatz, on peut se plonger dans « Fron-



tières », anciennement « Livre noir », créé par Erik Tegnér en 2021 avec l'ambition d'être le « Mediapart de droite ». Dans ce numéro 7 consacré à « LFI, le parti de l'étranger », on en annonce une « sur la galaxie anti-France ».

#### INSINUATION ET DÉSINFORMATION

C'est du sérieux. Tegnér, dans son édit, insiste : ce que l'on a entre les mains, c'est un diamant d'investigation. Simple exemple, à Villeneuve-Saint-Georges, Louis Boyard « aurait été largement élu maire sans nos révélations », croit-il, modeste. Car il a bataillé « pour révéler les islamistes de sa liste ». Certes, on se répète un peu dans « Frontières », mais qu'importe puisque vous aurez votre dose de « révélations » révélées. Lisons donc cette enquête... sur des tweets qui dévoilent que des élus insoumis évoquent très régulièrement la situation dans la bande de Gaza. Renversant. S'ensuivent des pages et des pages d'insinuations sur les liens entre LFI et le Hamas, des analyses pour couvrir de louanges Javier Milei, le président argentin, et ses réformes économiques ultralibérales. Vient un dossier sur le Kosovo, ouver-

tement pro-Serbes. Y intervient Jacques Hogard, ancien officier, à la tête des forces spéciales déployées en 1999. Un homme très occupé depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie. « L'Express » l'a qualifié de relais de la « désinformation russe » en France.

Pas étonnant de le retrouver également dans « Omerta », fondé par Régis Le Sommier, ancien de Russia Today. Qu'apprend-on ? Que JD Vance, le vice-président américain, fait trembler l'« establishment européen » ; que Javier Milei (encore) a des « résultats (qui) impressionnent jusqu'à certains détracteurs » (dont « Omerta » n'est clairement pas) et que la Russie est victime d'une odieuse « propagande massive » déclenchée par les dirigeants européens « avec l'aide des médias mainstream qu'ils contrôlent ».

Bien, mais pas suffisant. Caroline Galactéros, « géopolitologue de l'école réaliste », précise le titre – surtout ex-conseillère diplomatique d'Éric Zemmour –, note : « Quand on parle à des gens qui rentrent de Russie, ils n'ont l'impression de rentrer ni d'une dictature ni d'un pays sous-

développé. » Le Sommier, dans un sursaut journalistique, lui rétorque que le pouvoir a tout de même cette manie d'« éliminer ses opposants ». Réponse : « Mais que peut-on y faire ? » C'est vrai ça !

#### UN JOURNALISME DE SUPPÔTS

Plus centré sur la France, « Valeurs actuelles » consacre sa une à Jordan Bardella sous le titre « Objectif 2027 ». Avant de lire un long entretien de l'intéressé, qui ne révèle pas grand-chose, mis à part les inquiétudes de l'intervieweur à l'idée que Bruno Retailleau ne soit pas intégré au gouvernement en cas de victoire du RN. On s'affole de l'esprit anti-riche qui régnerait en France : « Stérin, Arnault, Bolloré : pourquoi tant de haine contre la réussite ». La réponse est à trouver dans « ces relents populistes » qui traverseraient notre pays. Ceux du RN, xénophobe, ne sont pas évoqués. Forcément, il y a le bon et le mauvais populisme ! Le monde étant petit, « le JDNews » publie une tribune cosignée par Arnaud Rérolle, directeur

### « LA FURIA » TITRE « JUSTICE, C'ÉTAIT MIEUX AVANT » POUR RÉHABILITER LES « BIENFAITS » DE LA PEINE DE MORT, NOTAMMENT AU MOYEN ÂGE.

de Périclès, une structure créée par Stérin visant à installer la droite réactionnaire au pouvoir. Le but : promouvoir « la liberté » comme « projet politique ». Le titre en profite pour faire de la re-tape sur le « sommet de la liberté » organisé par les signataires de la tribune, sorte de grand raout de l'extrême droite la plus libérale économiquement. Mais autant vous le dire tout de suite, après une semaine comme celle-là, il y a de fortes chances que l'auteur de ces lignes passe son tour. ●

**BRUNO RIETH**

bruno.rieth@humanite.fr

FOCUS

# Collusion et coproduction, le retour du journalisme de propagande

Journalistes ou porte-parole ? Dans les médias d'extrême droite, la bataille idéologique ne se soucie pas de principes déontologiques et autre respect du contradictoire. L'« information » est même le fruit d'une véritable coproduction main dans la main avec le RN et Reconquête.

Il y avait les journalistes parqués d'un côté et de l'autre le « grand reporter » de « Frontières », média d'extrême droite, admis dans la partie de l'église réservée aux sympathisants, le 16 janvier dernier, pour l'hommage rendu à Paris à Jean-Marie Le Pen. Quoi de plus significatif que cet épisode où Jordan Florentin se retrouve ainsi « entremêlé » avec son sujet, pas la meilleure place pour avoir un minimum de distance critique. Le mélange des genres, ce n'est pas ce qui chagrine un autre journaliste, Jules Torres, chef de service au « JDD », chroniqueur régulier de CNews et d'Europe 1, soit la nouvelle trinité multimédia de l'extrême droite, où un article du « JDD » est commenté sur CNews, puis son auteur invité sur Europe 1, ou vice versa. Sur Instagram, Jules Torres a posté une photo de vacances, tout sourire, aux côtés de Victor Chabert, qui n'est autre que le conseiller presse de Marine Le Pen depuis 2022. Jordan Bardella, racontent des journalistes qui suivent le Rassemblement national, avait explicitement tendu la main, lors de rencontres, à celles et ceux qu'il sentait réceptifs, pour leur proposer le poste. C'est ainsi que Victor Chabert,

embauché quelques mois plus tôt à Europe 1 dans la foulée du rachat par Bolloré, se retrouva au RN. Il fut accueilli en vieil ami : « Il est là le Chab ! » s'était ainsi enthousiasmé sur X le député RN Nicolas Meizonnet.

Car le RN soigne ces profils amis et leur assure un accès privilégié aux dirigeants du parti. Lorsque Jordan Bardella se rend en Israël, il embarque à tout instant l'envoyé spécial du « JDD » dans sa voiture, y compris à des moments où les autres reporters sont tenus à l'écart – comme lorsque le président du RN rencontre Benjamin Netanyahu. Peut-être en pure perte, selon un confrère : « Les députés du RN parlent des chaînes Bolloré sur le mode "heureusement qu'elles sont là" pour mettre à l'agenda leurs sujets (immigration, sécurité...). Mais ils sont persuadés que Bolloré finira par soutenir Retailleau ou quelque'un d'autre. »

## PASCAL PRAUD, LE PREMIER INFORMÉ DE L'ÉLYSÉE

L'Élysée a aussi sa part de responsabilité dans la légitimation d'organes de presse prenant des libertés avec les faits et les chiffres. Emmanuel Macron est friand de « triangulation » pour

La « convention de la droite » en 2019, organisée par le magazine « l'Incorrect » accueillait Marion Maréchal, Éric Zemmour ou encore Robert Ménard.



## LORSQUE JORDAN BARDELLA SE REND EN ISRAËL, IL EMBARQUE À TOUT INSTANT L'ENVOYÉ SPÉCIAL DU « JDD » DANS SA VOITURE.

installer un face-à-face avec l'adversaire qu'il se choisit, Marine Le Pen. Au point de pécher par une incroyable naïveté, puisque Pascal Praud, le présentateur de CNews, sera averti de la dissolution par l'Élysée avant tout le monde. « Donnant un avantage à Vincent Bolloré, détaille l'historien des médias Alexis Lévrier, qui a pu engager aussitôt un blitzkrieg et organiser une union des droites en direct à la télévision dans TPMP », adoubant le ralliement d'Éric Ciotti au RN. La connivence va jusqu'à la coproduction : le cofondateur de



CYRIL BITTON / DIVERGENCE



VINCENT BOREL / IP3

Élisabeth Lévy, à la tête de « Causeur », ici le 5 février 2025 lors d'une conférence du parti Reconquête.

« Frontières », Erik Tegnér, a donné des coups de main à Sarah Knafo (Reconquête) pour la campagne présidentielle d'Éric Zemmour. Quand ce média publie une « enquête » sur la France in-

soumise, qualifiée de « parti de l'étranger », qui se contente essentiellement de cibler les collaborateurs parlementaires LFI, ceux-ci protestent lors d'un rassemblement dans les jardins

de l'Assemblée. Plusieurs salariés de « Frontières », avertis, se rendent alors au rassemblement pour le filmer et en tirer leur séquence habituelle, une victimisation destinée à serrer les rangs autour d'eux.

### CULTIVER DE BONNES RELATIONS AVEC RETAILLEAU

Tandis que le député RN Laurent Jacobelli dira avoir vu « une gauche violente qui maltraite des journalistes », la présidente de l'Assemblée n'est pas dupe. « Aucune démarche pouvant s'apparenter à une mise en scène ou à des provocations quelle qu'en soit la nature ne saurait être tolérée », a-t-elle réagi. Le RN en a alors rajouté, refusant de reprendre les travaux parlementaires. Affaire montée en épingle qui deviendra pour « le Figaro » : « Des journalistes de "Frontières" pris à partie par des députés LFI ». La vice-présidente (Horizons) de l'Assemblée, Naïma Moutchou, viendra même au secours du média d'extrême droite en estimant que « la liberté d'informer ne se défend pas à la carte ». Le piège se referme ainsi, les victimes dans l'affaire, c'est « Frontières », pas les collaborateurs parlementaires ciblés.

Son cofondateur, Erik Tegnér, entretient les meilleures relations du monde avec le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, comme l'a raconté « Marianne ». Au point d'appeler son cabinet pour le sortir d'un mauvais pas – un passeport périmé repéré à l'aéroport et qui aurait dû l'empêcher d'embarquer pour l'Argentine de Milei en compagnie de Gérard Verny, député ciotiste et proche du RN, qui détient 20 % des parts du média. Le seul sans-papiers de France à bénéficier d'une régularisation éclair. ●

LIONEL VENTURINI

lionel.venturini@humanite.fr